

2.1 – Suite de la réflexion sur le devenir des ouvrages hydrauliques



Comité syndical

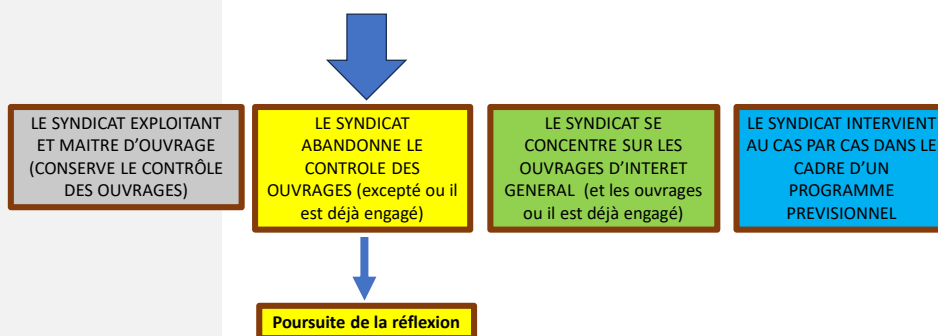


1



2.1 – Suite de la réflexion sur le devenir des ouvrages hydrauliques

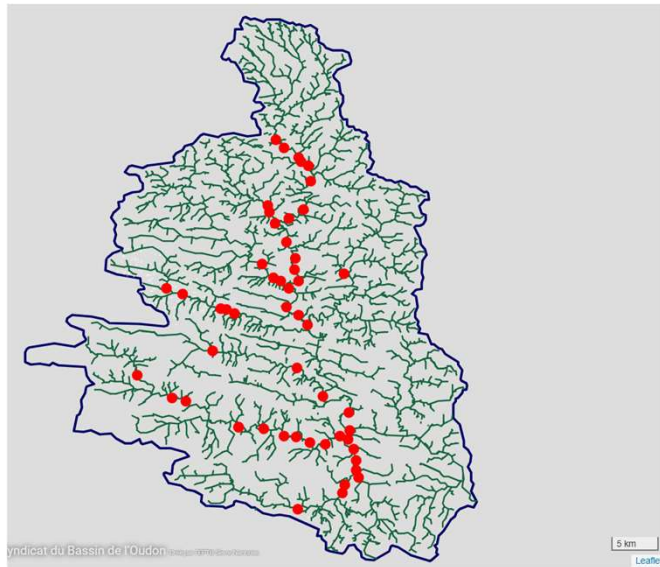
Orientation prise lors du Comité syndical du 22 janvier 2025



2



Etat des lieux



Carte de localisation des ouvrages exploités par le syndicat



3

HISTORIQUE



Depuis le XVe siècle, les meuniers ont exploité la force hydraulique des cours d'eau afin de fouler les étoffes ou mouler le grain des céréales. Ces activités ont disparu avec l'avènement de l'électricité.

Durant le XIXe siècle, des barrages ont été aménagés sur la rivière au droit des belles demeures. Le but était notamment de créer un effet miroir qui les mettait en valeur.

Enfin, durant les années 1970-80, de grands travaux d'hydraulique agricole ont été mis en oeuvre. C'est durant cette période que le plus grand nombre de barrages a été réalisé en lien avec le recalibrage des cours d'eau.



4

HISTORIQUE



• Année 1970-1980

- Création des syndicats intercommunaux d'aménagement des cours d'eau (Oudon, Verzée, Argos)
- Maîtrise d'œuvre de la Direction Départementale de l'Agriculture



Recalibrage
Rectification
Reprofilage



Aménagement
de seuils à
clapet



Aménagement des
ouvrages des anciens
moulin



5

TYPES DE SEUILS EN RIVIERE



Vannes levantes à
crémaillères



6

TYPES DE SEUILS EN RIVIERE



Clapet semi-automatique ou automatique à vérin

Bassin de l'Oudon

7

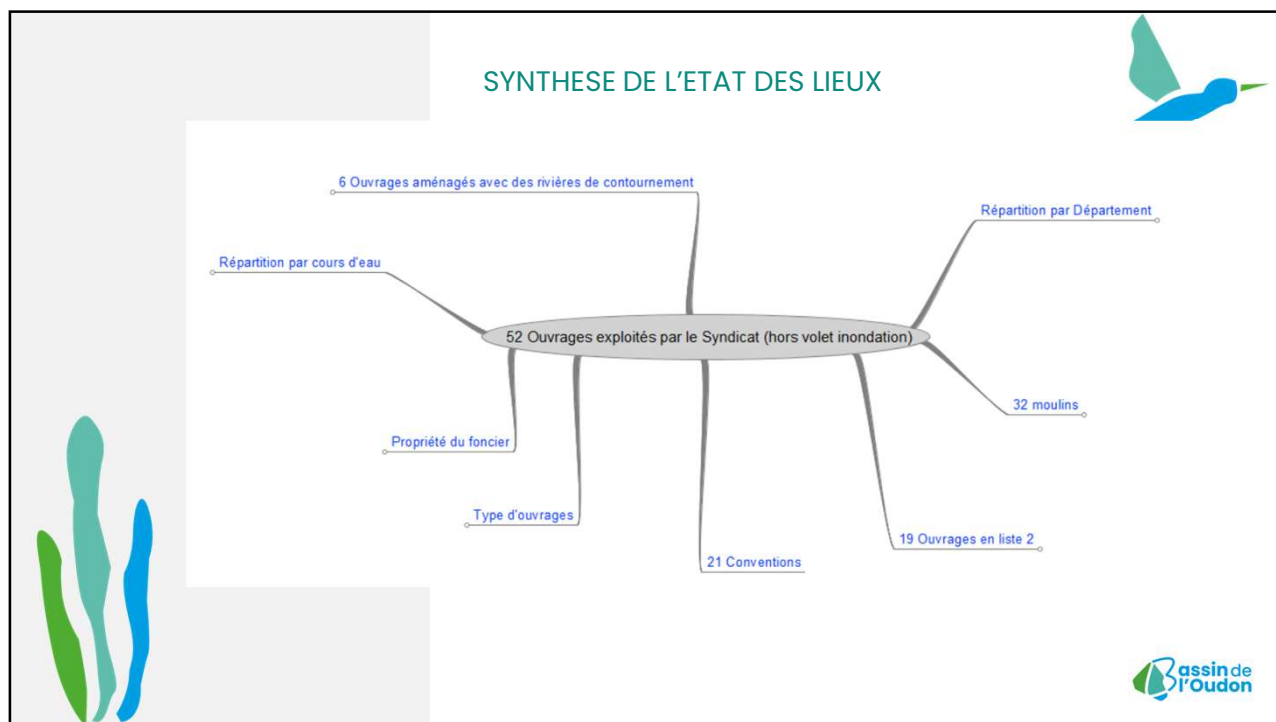
TYPES DE SEUILS EN RIVIERE



Ouvrage complexe lié à un moulin (déversoir + clapet + vanne usinière)

Bassin de l'Oudon

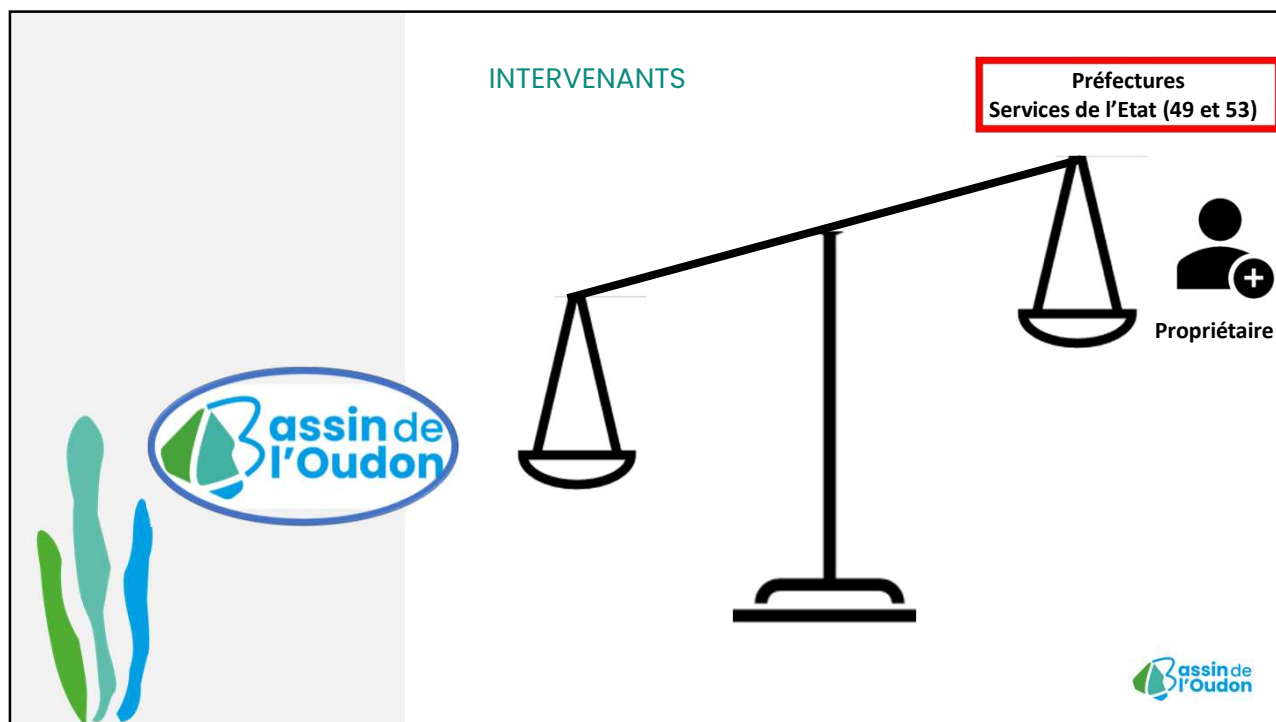
8



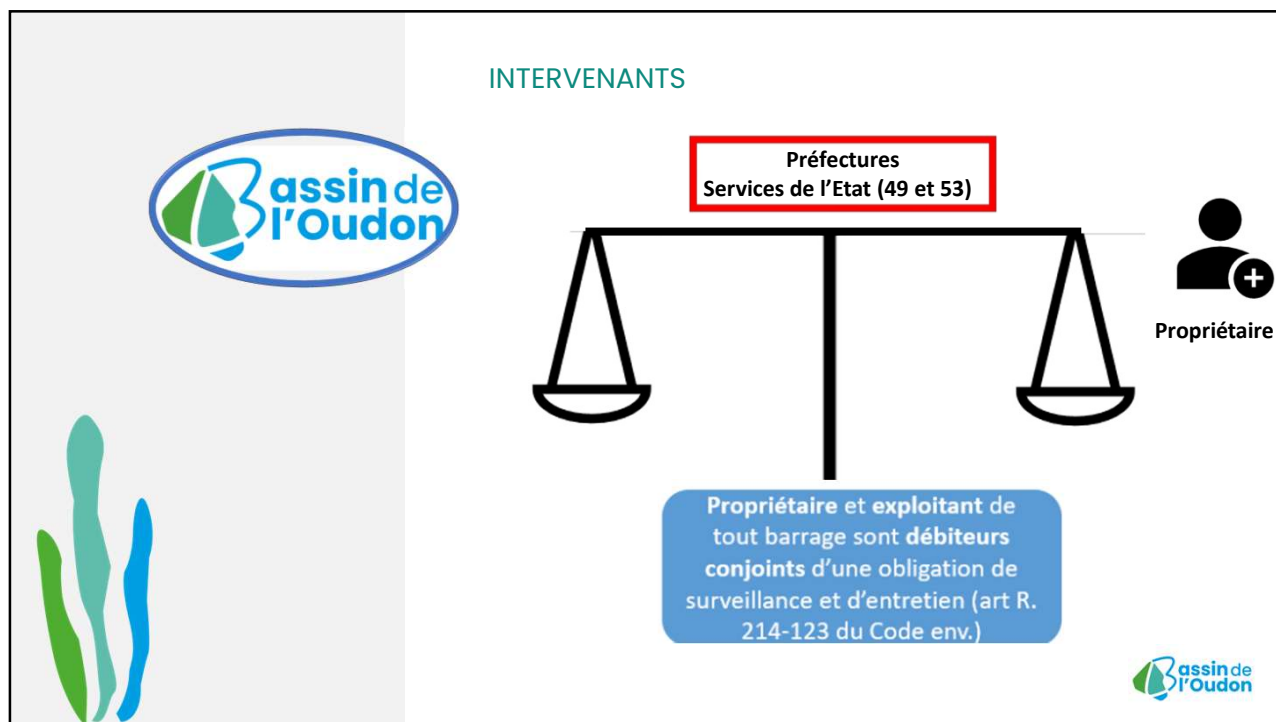
9



10

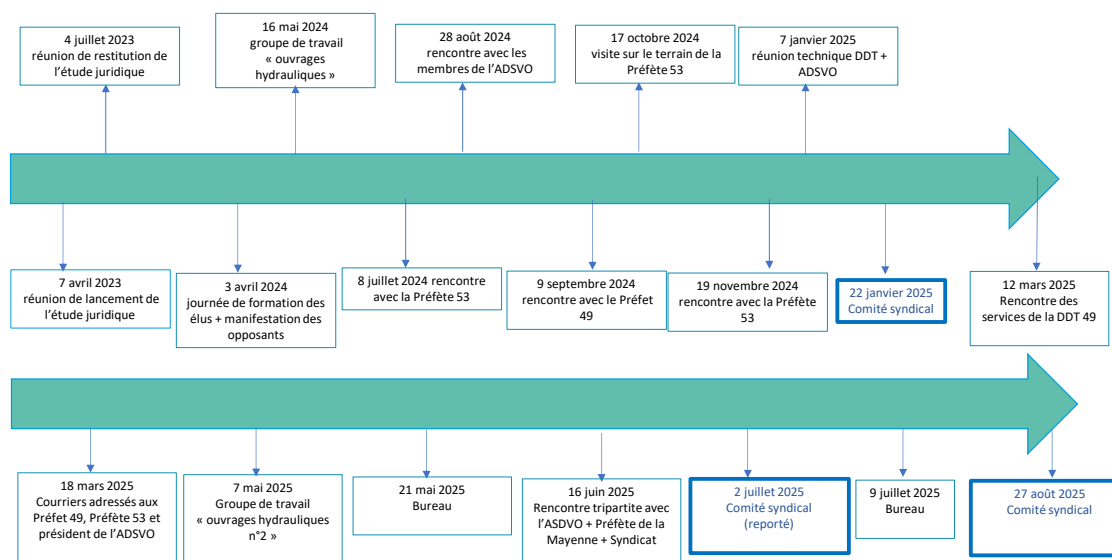


11



12

Déroulement de la démarche



13

Les principes d'actions souhaités par le Bureau

- Être progressif et s'inscrire dans la durée.
- Mener une concertation (Service de l'Etat, ADSVO, groupes de travail).
- Prendre les décisions dans la légalité (aide d'un avocat, demande d'avis aux services de l'Etat).
- S'assurer du soutien et de l'accompagnement des services de l'Etat.
- Prioriser les actions et agir au cas par cas.
- Les travaux de réfection d'ouvrage ou d'effacement doivent être accompagnés par des travaux ambitieux de restauration de la morphologie et de la continuité écologique.

14

Les fondements de la démarche (1/3)

1 - Depuis les années 1980, le contexte et les objectifs en matière de gestion durable de l'eau ont évolué. Il s'agit désormais de restaurer l'hydromorphologie des cours d'eau et la continuité écologique, en conformité avec la DCE, le Code de l'environnement, le SDAGE et le SAGE.

2 - Certains ouvrages sont irréguliers et ne disposent pas de droit d'eau valide.

3 - Dans un contexte de raréfaction de l'argent public, le syndicat ne souhaite plus intervenir sur des propriétés privées, d'autant plus que le cadre juridique n'est pas solide.



15

Les fondements de la démarche (2/3)

4 - Les fondements juridiques de l'intervention du syndicat sur ces propriétés privées sont lacunaires. Ils se basent notamment sur des conventions signées avec les propriétaires concernés. Cependant, une grande partie de ces conventions ne sont aujourd'hui plus valides.

5 - Depuis plusieurs décennies, les propriétaires sont exonérés de leurs responsabilités et des charges liées aux ouvrages. Ils en ont cependant la jouissance à travers le maintien des niveaux d'eau. Il n'est pas normal de laisser peser sur le seul syndicat les charges financières alors qu'elles relèvent aussi des propriétaires des ouvrages.



16

Les fondements de la démarche (3/3)

6 - Les discussions, les blocages, voire les conflits avec les propriétaires d'ouvrages ne permettent pas de mener à bien les actions de restauration de la continuité écologique. Cette situation ne permet pas de répondre aux exigences légales imposées par le classement en liste 2.

7 - Certains ouvrages sont obsolètes, tant par leur finalité que par leur état de fonctionnement.

8 - Le partage des droits d'eau entre les propriétaires de moulins et le syndicat n'est pas satisfaisant. Il est parfois source de blocages, voire de conflits, sur les modalités de gestion ou les solutions proposées en termes de restauration de la continuité écologique. Le retrait du syndicat permettrait aux propriétaires de reprendre la main sur les ouvrages implantés sur leur propriété et de valoriser leur patrimoine.



17

Les modalités de désengagement du Syndicat

Ouvrages non concernés par la démarche de désengagement :

- Ouvrages propriété du syndicat (3 ouvrages)
- Ouvrages ayant fait l'objet de conventions récentes (après 2018) en lien avec l'aménagement de rivières de contournement (6 ouvrages)



18

Les modalités de désengagement du Syndicat

Ouvrages concernés par la démarche de désengagement :

- Ouvrages implantés sur des terrains privés (35 ouvrages)
- Ouvrages communaux (8 ouvrages)
- Ouvrages avec une rive propriété communale et une rive propriété privée (6 ouvrages)



19

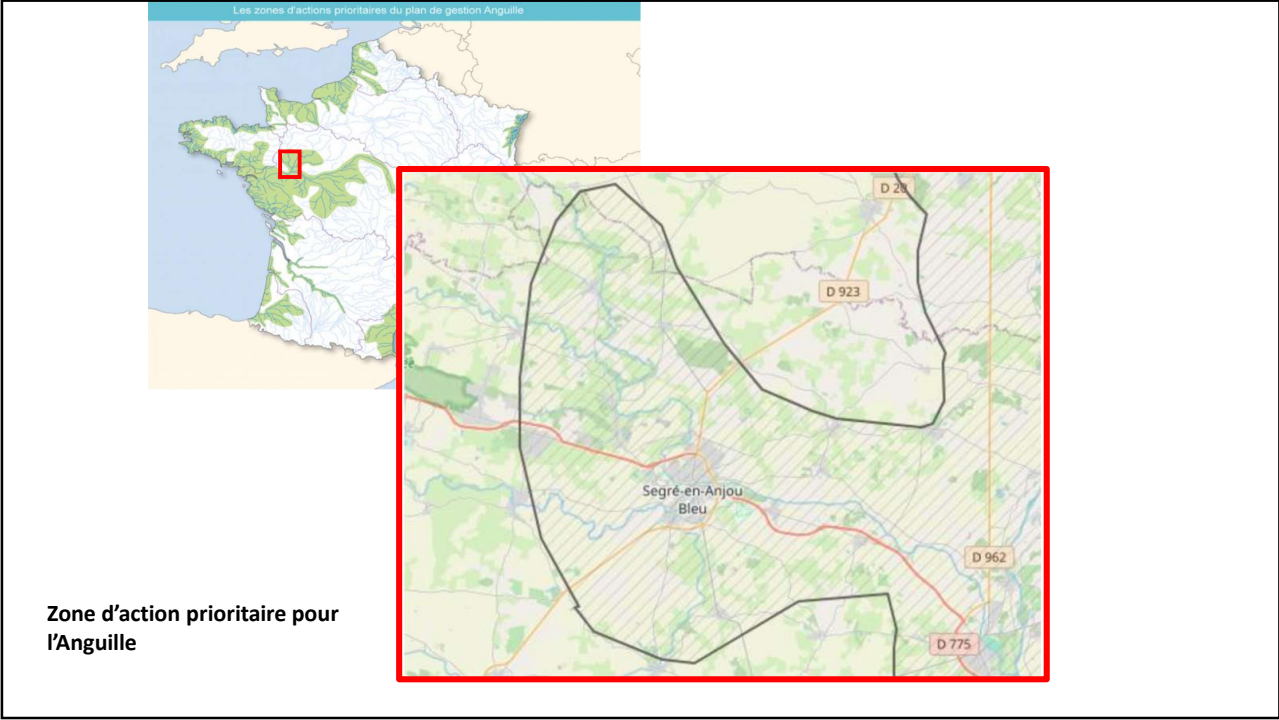
Les modalités de désengagement du Syndicat

Dans un premier temps nous prioriserons :

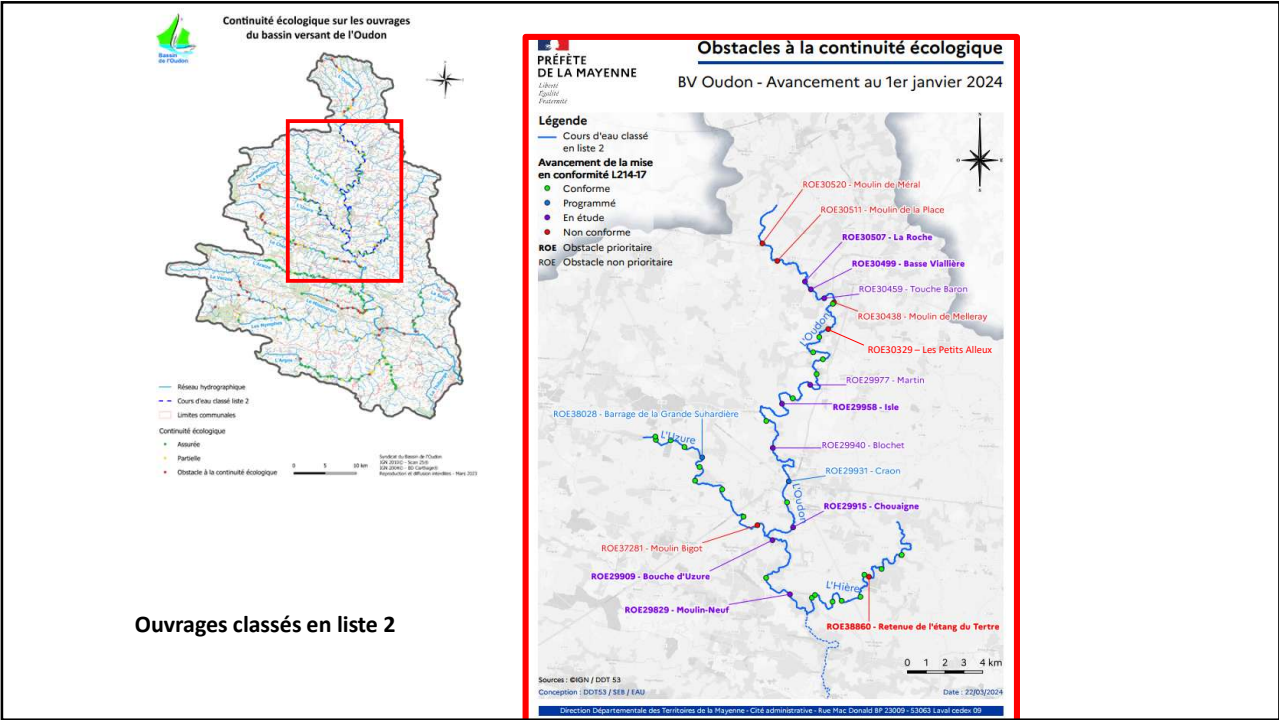
- les ouvrages nécessitant une réfection (5 ouvrages)
- les ouvrages ayant des droits d'eau non valides (7 ouvrages)



20



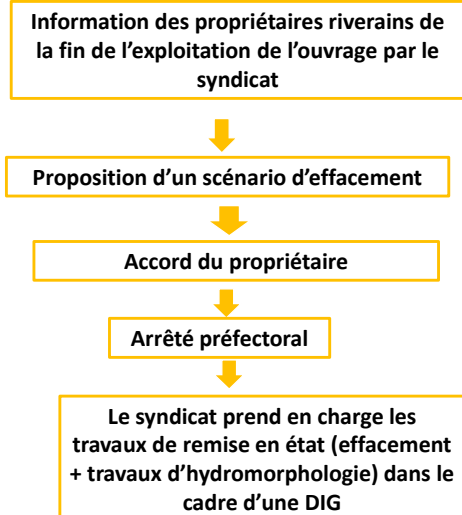
21



22

Les modalités de désengagement du Syndicat

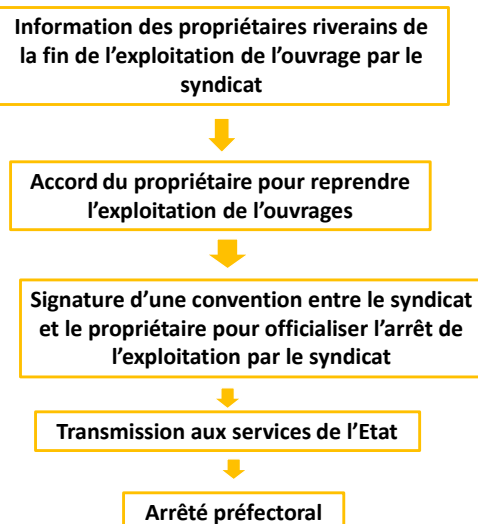
Cas de figure n°1 :
accord du propriétaire
sur un scénario
d'effacement



23

Les modalités de désengagement du Syndicat

Cas de figure n°2 :
accord du propriétaire
pour reprendre
l'exploitation de
l'ouvrage



24

Les modalités de désengagement du Syndicat

Cas de figure n°3 :

Le syndicat sollicite l'abrogation de l'autorisation d'exploitation.

Le syndicat sollicite auprès du Préfet une abrogation de l'autorisation d'exploitation



Le Préfet met en demeure le syndicat de :

- réaliser une étude technique permettant d'assurer la remise en état du site et du lit du cours d'eau
- de prendre en charge les travaux qui découleront de cette étude



Le syndicat réalise l'étude et les travaux.



25

Les modalités de désengagement du Syndicat

Cas de figure n°4 :

Ouvrages en mauvais état ayant un droit d'eau valide

Les services de l'Etat rédigent un rapport de constatation



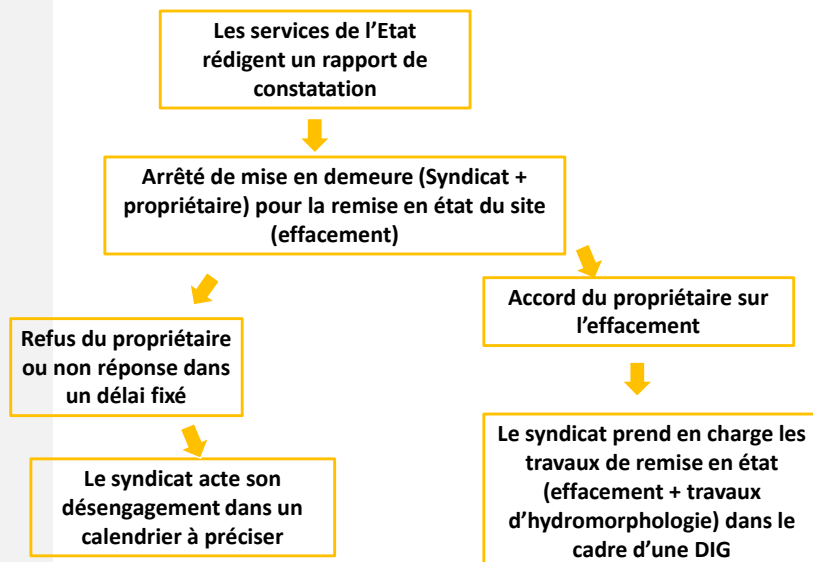
Arrêté de mise en demeure (Syndicat + propriétaire) pour la remise en état du site (effacement ? ou réfection ?)

Les mesures de polices concerneront de manière solidaire le Syndicat du Bassin de l'Oudon et le propriétaire

26

Les modalités de désengagement du Syndicat

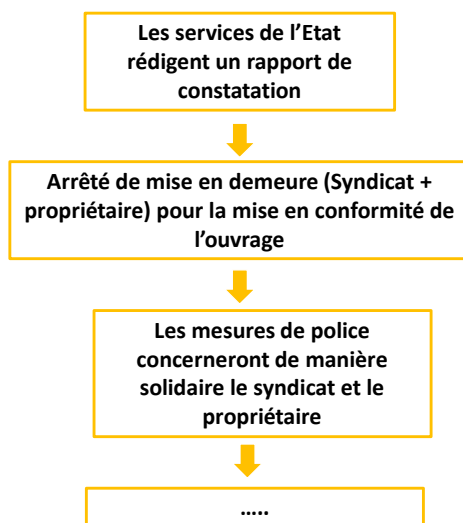
Cas de figure n°5 :
Ouvrages sans droit d'eau



27

Les modalités de désengagement du Syndicat

Cas de figure n°6 :
Ouvrages classés en
liste 2 sans accord du
propriétaire pour
restaurer la continuité
écologique



28



Perspectives

- Délibération lors du comité syndical du 24 septembre 2025